Le Grain de sable

N° 390 - Mardi 24 décembre 2002

VARIATIONS DE JUSTICE

Dans ce numéro

1. Lettre à Papa Noël (Par Carlos Powell)
Beaucoup de gens disent qu'il faut donner des cadeaux de Noël aux enfants, pour la fantaisie et l'émotion. Chaque année –et une seule fois l'an- on organise de spectaculaires distributions publiques de petits cadeaux en plastique, de nounours en peluche et de petites poupées blondes aux yeux bleus, mais nous avons la couleur de la terre et l'estomac vide. Malheureusement, nous ne pouvons pas manger les jouets. Par contre, nous essayons de les vendre, à n'importe quel prix, pour acheter quelque chose à manger.

2. La théorie de la justice (Par Lionel Page)
La pensée de Rawls, a été mobilisée par une partie de la gauche pour théoriser un mouvement vers le néolibéralisme auquel s'oppose cet auteur ! Pour un français, la pensée du « libéral » de gauche qu'est Rawls pouvait sembler donner une légitimité à la conversion au néolibéralisme économique en liant l'acceptation du marché à des considérations sur la justice sociale.

3. La Dette est inique (Par Alain Saumon)
La dette du Tiers Monde est inique mais il n'existe pas en droit international de corps juridique unique, codifié, concernant la dette publique des Etats, en général, et la dette extérieure, en particulier. Le travail repose donc entièrement sur la base de cas reconnus dans la pratique des Etats, de droits déjà énoncés (droits économiques sociaux et culturels, droit du développement,…) et de la jurisprudence nationale et internationale.

4. Nestlé pris la main dans le sac ! (Par Grano de Arena)
Nous reproduisons ci-après les déclarations de Angel Maria Caballero, président de l'Association Nationale pour la Sauvegarde de l'Agriculture qui dénonce les activités illicites de la multinationale Nestlé qui envoie du lait d'Uruguay et modifie l'étiquetage pour en cacher l'origine et la date de péremption.

5. Le décembre noir du Venezuela (Par La Jornada)
La hâte de certains opposants est aussi à mettre en rapport avec l'impatience des mentors extérieurs du putschisme, qui pourraient arrêter de les financer, et avec l'entrée en vigueur, prévue pour janvier 2003, de la Loi sur les Hydrocarbures, qui pourra permettre au gouvernement d'agir sur les nominations des dirigeants aux Pétroles du Venezuela (PDVSA) ainsi que de la Loi sur la Terre, à laquelle s'opposent les grands propriétaires, très liés aux gouverneurs et aux maires d'opposition.



Illustration. Subito.

Lettre à Papa Noël

par Carlos Powell
Texte revu par Sylviane Fournier

Bonjour Papa Noël. Je prends la responsabilité de transcrire le plus exactement possible, dans la lettre ci-dessus, les paroles d'un enfant de mon entourage, lequel, pour les raisons que vous comprendrez aisément, a dû abandonner très tôt l'école pour gagner sa vie, et par conséquent il est aujourd'hui analphabète. Voici son texte.

Décembre 2002, un lieu quelque part

Cher Papa Noël,

Déjà décembre commence et on entend parler beaucoup et partout de vous et de Noël. La télé montre les galeries marchandes et les rues de la capitale se remplissant de guirlandes et de lumières. Les haut-parleurs diffusent de la musique à tous les coins des rues. Je ne voudrais pas vous offenser, mais je dois vous dire que pour moi et pour des centainexs de millions d'enfants d'Amérique Latine, d'Afrique et d'autres pays du monde, Noël est bien le moment le plus dur de l'année. Sachant que le reste de l'année est en soi un calvaire.

Mais n'ayez pas peur, je ne vous écris pas pour vous demander beaucoup de choses. Surtout je ne vous demande pas des objets. Je voudrais seulement que vous me donniez en cadeau le temps nécessaire pour lire ma petite lettre. De toute manière, je sais que vous avez un traîneau assez petit et sûrement c'est la raison qui vous empêche de passer par les contrées rurales où j'habite. Et puis, comment pourriez-vous passer si ici il n'est jamais tombé de neige ?

Dans le continent où je suis né, par désarroi ou par bonheur, maintenant peu importe, plus de la moitié des habitants subissent la faim. Je ne cherche pas à vous embêter avec ces choses-là en plein décembre, mais il faut vous dire que nous mourons (ce n'est pas la peine de dire que nous vivons, dans ces conditions), avec l'équivalent d'un dollar par jour. Attention, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont des personnes très sérieuses, qui passeront d'excellentes fêtes de Noël.

La première chose que je voudrais comme cadeau c'est une explication de ceci. D'un côté, on dit que nos pays, comme ceux d'Afrique, sont producteurs de matières premières et d'aliments. De l'autre, les institutions internationales affirment qu'il y a suffisamment d'aliments –et même plus- pour alimenter correctement tous les habitants de la planète. Alors : pour quoi sommes-nous en train de mourir d'inanition ?

C'est pour cela que je ne vous écris pas pour vous demander des jouets, car nous avons d'autres urgences. Beaucoup de gens disent qu'il faut donner des cadeaux de Noël aux enfants, pour la fantaisie et l'émotion. Chaque année –et une seule fois l'an- on organise de spectaculaires distributions publiques de petits cadeaux en plastique, de nounours en peluche et de petites poupées blondes aux yeux bleus, mais nous avons la couleur de la terre et l'estomac vide. Malheureusement, nous ne pouvons pas manger les jouets. Par contre, nous essayons de les vendre, à n'importe quel prix, pour acheter quelque chose à manger.

Les chaînes de télévision de mon pays diffusent constamment des annonces publicitaires pour que les parents achètent des cadeaux à leurs enfants. Chaque année c'est la même chose. Et chaque année c'est pire. Les jouets sont fantastiques, pleins de couleurs, ils marchent avec des piles, ont des lumières, parlent et font des bruits…Qui les achète dans mon pays ? Je suppose qu'il y a des acheteurs, car autrement il n'y aurait pas ce matraquage publicitaire, qui doit être cher aussi. C'est pour cela que je pense que tout ceci a peu de fantaisie et beaucoup de commercial. Vous qui, me dit-on, avez commencé comme un évêque qui s'était donné pour mission principale la protection des enfants, ne sentez-vous pas l'outrage? Ou alors, êtes vous de leur côté ?

Je possède certains indices sur ceux qui, dans mon pays, est capable d'acheter ces jouets extraordinaires. Il semble que plus il y a de gens pauvres, plus les riches se répartissent l'argent entre eux. Autrement dit, chaque fois il y a moins de mains pour plus de fric. Mais Papa Noël, il me semble qu'en même temps il y a de plus en plus de mains pauvres prêtes à attraper des gourdins.

Vous qui savez certainement lire, regardez-vous les journaux ? On parle beaucoup de corruption dans mon pays en ce moment. Comme si la corruption venait de commencer ! Cela dit, il est impressionnant de voir les salaires que gagnent les les hommes politiques et les dirigeants d'ici ! Moi, je ne suis pas allé à l'école assez pour compter tant d'argent, je sais seulement qu'il y a beaucoup de chiffres. Le plus extraordinaire c'est qu'ils peuvent décider d'augmenter leurs propres salaires ! Et le plus insupportable c'est qu'ils s'attribuent les augmentations juste avant les fêtes, au vu et au su de tout le monde ! Enfin, le plus honteux c'est quand ils cherchent à se justifier.

J'essaie de comprendre : peut-être n'ont-ils pas assez pour acheter les cadeaux vantés à la télévision ? Sûrement leurs enfants réclament des tas de jouets et eux, les pauvres, ne peuvent pas les satisfaire. C'est triste, n'est-ce pas ? Soyons solidaires avec eux un instant, ayons le courage de nous mettre à leur place, voyons, avec toutes ces obligations qu'ils ont, et en plus, devoir justifier ce qu'ils gagnent. Les journalistes les mettent mal à l'aise avec tant de questions ! Après, vous verrez, ce sera de notre faute s'ils ne tiennent leurs promesses électorales de réduire la misère. Je les entends déjà : « on nous a pas laissés gouverner », et « on nous a laissé le pays en faillite ». N'est-ce pas étrange qu'avec un pays, comme ils disent, «en banqueroute », ils se disputent le gouvernement avec tant de hargne?

Pour ma mère non plus, le salaire n'est pas suffisant, mais pas pour acheter des cadeaux, mais pour manger. Nous lui demandons, mais elle répond « j'en ai pas ». Elle, néanmoins, ne peut pas décider d'augmenter son salaire par décret. C'est pour cela que nous, ses enfants, nous travaillons depuis l'âge de cinq ans. Nous faisons tous les travaux imaginables, et même ceux qu'on aurait du mal à imaginer. Vous ne pouvez pas savoir, Papa Noël, ce que nous endurons. Si au moins quelqu'un pouvait me faire cadeau d'un bon masque, car souvent je dois manipuler des produits toxiques ou bien je me trouve sous les avionnettes dans les champs lorsqu'elles passent en déversant les pesticides. En ce qui concerne toutes les autres choses que nous sommes aussi obligés de faire pour arriver à manger un tant soi peu, je préfère ne pas rentrer dans les détails, car on me traiterait de terroriste parce que je vous gâche votre Noël.

Papa Noël, j'ai une idée : ne pourriez-vous pas faire cadeau aux enfants d'un monde où il n'y aurait ni hommes politiques corrompus ni grands négociants richissimes et insensibles contrôlant le pouvoir? Et je ne parle pas uniquement de mon pays, où cette plaie est si

répandue, mais aussi des pays riches, où elle sévit de la même manière, car les hommes politiques d'ici et de là-bas sont tous d'accord entre eux. Et la main du plus riche ouvre et ferme les portes par lesquelles passent les dirigeants et hommes d'affaires de mon continent.

Ou peut-être que si on répartissait entre nous tous un peu de ce qu'ils gagnent, nous n'aurions pas l'estomac aussi vide et nous pourrions penser davantage à jouer, à faire du sport et nous ne tomberions pas si souvent malades. Ainsi, la rue ne serait pas l'éducation de la perdition.

Je m'aperçois que, en d'autres termes, je vous demande ce qu'on appelle un autre ordre économique, social et politique international. Comme qui dirait, un autre monde. Cela est-il possible ? Ce serait comme reprendre dès le début, mais bien. C'est trop demander, n'est-ce pas ? Par ailleurs, si vous vouliez nous faire un tel cadeau, qui financerait ? Ce ne serait pas facile de convaincre les dirigeants des pays riches, eux qui dépensent six fois plus pour protéger leurs économies des aléas du marché dit « libre », que ceux qu'ils investissent dans la coopération pour le développement des pays pauvres ! Une sacrée barrière !

Je disais au début que je n'allais pas vous gâcher la fête, mais je ne peux pas m'empêcher de dire certaines choses, car je suis désespéré. Écoutez ceci : dans la décennie passée la moitié des civils morts dans les guerres étaient des enfants ; ou ceci : chaque jour – chaque jour !- meurent trente mille enfants de faim et de maladies curables ; et encore ceci : près de mil million d'enfants sont obligés de travailler pour assurer leur survie. Je m'emporte, je le sais. Mais je pourrais vous donner les indices de mortalité infantile, d'absentéisme scolaire, du peu d'espérance de vie, d'inégalité de revenus, du manque d'opportunités…Écoutez, Papa Noël, le panorama est par trop insoutenable. Vous qui arrivez avec votre traîneau en distribuant vos cadeaux, je crois, finalement, que vous ne lisez pas les journaux. Peut-être que vous venez d'une autre planète. C'est possible. Ou encore, comme tant d'hommes politiques et d'affaires, vous habitez dans notre monde mais vous pensez comme si vous habitiez dans un autre. Je n'en sais rien, je me dis toutes ces choses parce que je n'arrive pas à comprendre.

Et j'aurais tant d'autres choses à vous dire ! Mais j'abuse déjà de votre temps. J'espère que vous ne vous sentirez pas offensé par mes mots et que vous ferez de toute manière votre tour de traîneau. Mais je sais que vous avez un argument imparable pour le faire: vous créez des emplois! De gens comme vous, il ne faut pas les embêter. Mais, pensez-vous que si j'avais pu aller à l'école, je comprendrais toutes ces choses et je ne serais pas en train de vous déranger maintenant ? Qui sait, car j'ai entendu dire que parfois le cœur comprend mieux que la tête…

Veuillez agréer, cher Monsieur, les salutations les plus sincères d'un enfant parmi des millions.

Contact pour cet article. Carlos Powell. powama@ibw.com.ni

Théorie de la justice

Par Lionel Page

La radicalité négligée de la théorie de la justice de John Rawls

Introduction

La pensée de Rawls est mal connue en France, aux deux sens du terme. Elle est tout d'abord largement ignorée, alors même que son ouvrage majeur Théorie de la justice est certainement celui qui le plus marqué la philosophie politique dans la deuxième moitié du vingtième siècle. L'entrée récente de Rawls au programme de l'agrégation de philosophie est à ce titre une bonne chose, elle expose cependant comment la sphère philosophique française est restée jusqu'à lors fermée aux débats fondamentaux que son œuvre a soulevés.

Peu connu, la philosophie de Rawls est aussi méconnue, au sens où elle est l'objet d'une mauvaise connaissance, qui est en fait une déformation de la pensée originelle de l'auteur. Ignorée de la sphère philosophique, l'œuvre de Rawls a tout d'abord été introduite en France par les économistes, plus au fait des débats anglo-saxons qui structurent leur discipline. Elle a ensuite, à partir de la publication de la traduction française de Théorie de la justice, en 1987, été reprise par des acteurs et penseurs politique. Une partie de la gauche, en particulier au Parti Socialiste, a pensé trouver dans Rawls un nouveau paradigme idéologique pour remplacer le marxisme tombé en disgrâce. Pourtant, la rencontre entre la pensée de gauche et la philosophie de Rawls a échoué. L'importation de Rawls, a été mobilisée pour penser le tournant néolibéral d'une partie de la gauche française. (acceptation du capitalisme comme horizon indépassable, diminution des impôts, privatisations,…).

Cette importation a sans doute été favorisée par la confusion entre les deux sens différents du mot « libéral » des deux côtés de l'Atlantique. Alors qu'aux Etats-Unis, le « libéralisme » mêle la défense de la liberté et de l'égalité contre le néolibéralisme opposé à la redistribution des richesses, en France le libéralisme désigne le courant néolibéral défavorable à l'intervention de l'Etat et à la redistribution des richesses.

La pensée de Rawls, a ainsi été mobilisée par une partie de la gauche pour théoriser un mouvement vers le néolibéralisme auquel s'oppose cet auteur ! Pour un français, la pensée du « libéral » de gauche qu'est Rawls pouvait sembler donner une légitimité à la

conversion au néolibéralisme économique en liant l'acceptation du marché à des considérations sur la justice sociale. On a notamment mis en avant que, selon Rawls, toutes les inégalités ne doivent pas être combattues, et qu'à ce titre, au nom même de la justice, il convient de faire attention à ne pas trop élever les impôts actuels puisque cela pourrait être aux dépends des plus pauvres.

Il y a eu ici une profonde incompréhension (voire un détournement) de la pensée de Rawls. Si Rawls est bien favorable au marché, et à la démocratie, et s'il présente incontestablement une philosophie alternative au marxisme, les principes philosophiques qu'il énonce ne fondent pas une justification du capitalisme moderne même tempéré par des mesures de justice sociale. Rawls défend en fait un projet très égalitariste, et une profonde modification des institutions régissant notre société. Sans pour autant faire de Rawls un révolutionnaire, il convient de percevoir que, trop vite jugé ou trop vite récupéré, le projet rawlsien n'a pas vu sa radicalité évaluée à sa juste valeur.

La gauche traverse actuellement une crise de projet, crise que le 21 avril n'a fait qu'amplifier, or la philosophie de Rawls permet de trouver des principes radicaux au nom desquels la gauche pourrait reconstruire un véritable projet de transformation sociale. Actuellement, du fait de la méconnaissance dont il fait l'objet, Rawls est soit rejeté par la gauche, et en particulier par la gauche radicale, soit mobilisé au nom d'un « libéralisme » de centre gauche qui est plus un compromis bancal entre des considérations « sociales », et les idées néolibérales qu'une adhésion aux principes du libéralisme de gauche anglo-saxon.
Loin des procès d'intention, loin des déformations et des descriptions qui tiennent de la caricature, c'est en se référant directement à l'œuvre de Rawls que nous montrerons que ses propositions, ne légitiment ni l'ordre social ni le réformisme de la sociale démocratie, mais impliquent une remise en cause radicale de l'ordre socio-économique actuel.

Une exigence d'égalité

Le but de Rawls est d'établir, dans une logique contractualiste, les principes qui caractériseraient une société juste. On peut, selon lui, faire reposer la justice sur deux grands principes.

Le premier principe est celui de la plus grande liberté égale pour tous

Chaque personne doit avoir un droit égal au système total le plus étendu de libertés de base égales pour tous, compatible avec un même système de liberté pour tous. [TJ, 217]

Il s'agit donc de définir une liste de libertés en essayant qu'elle soit à la fois la plus étendue possible, mais en même temps compatible avec son attribution à tous les individus. On peut noter que, selon Rawls, cette liste de libertés ne peut, en elle-même justifier le laissez faire, ni même le capitalisme (défini comme la propriété privée des moyens de production).

Les libertés ne figurant pas sur cette liste, comme le droit de posséder certaines formes de propriété (par exemple les moyens de production) la liberté de contrat comme dans la doctrine du « laissez faire », ne sont pas des libertés de base et ainsi elles ne sont pas protégées par la priorité du premier principe.[TJ, 93]

Le second principe est appelé « principe de différence:

Les inégalités sociales et économiques doivent être organisées de façon à ce que, à la fois, (a) elles apportent aux plus désavantagés les meilleures perspectives et (b) elles soient attachées à des fonctions et à des positions ouvertes tous, conformément à la juste égalité des chances. [TJ, 115]

Il faut préciser que Rawls ne vise pas à justifier les inégalités actuelles. Tout d'abord, le principe de différence signifie que les seules inégalités qui peuvent être justes doivent être au bénéfice des plus désavantagés. Ainsi, s'il est possible, par une redistribution des richesses de faire que le sort des plus pauvres s'améliore, il faut alors procéder à cette redistribution et continuer au-delà jusqu'à ce qu'une redistribution supplémentaire ait tellement d'effets désincitatifs sur les plus favorisés que ces derniers produiraient beaucoup moins, et ce aux dépends des individus les plus désavantagés. Mais tant que l'on n'a pas atteint ce niveau, il faut baisser les inégalités. Rawls tient d'ailleurs à préciser qu'il vaut mieux se trouver dans une situation où les inégalités sont trop faibles, et ce contre l'intérêt des plus défavorisés que dans une situation où l'on a dépassé le niveau d'inégalité juste défini par le principe de différence et où les plus avantagés tirent bénéfice d'inégalités dont la réduction entraînerait une amélioration de la situation des plus défavorisés. Ce type de considération semble impliquer pour Rawls que l'on définisse un revenu maximum autorisé dans la société pour limiter les inégalités à leur juste niveau : « il y a un gain maximum autorisé pour les plus favorisés » [TJ, 112]

De plus, la deuxième partie du principe de différence, le principe d'égalité des chances ne doit pas être négligé. Il est en effet très exigeant, puisqu'il contient le refus de toute récompense envers les avantages issus d'inégalités de naissance. En effet, « les inégalités de naissance et de dons naturels sont imméritées », il convient donc de « consacrer plus d'attention aux plus démunis quant à leurs dons naturels et aux plus défavorisés socialement par la naissance » [TJ, 131]. Rawls propose dans cette logique de donner plus de moyens pour l'éducation des enfants les moins favorisés. Supposons que l'on arrive à instaurer cette égalité des chances, cela ne serait pas suffisant : comme il le précise, les principes de justice qu'il énonce s'opposent à la « méritocratie » qui est souvent vue comme le système idéal : « à chacun selon son mérite

». La méritocratie autorise une grande inégalité : « Il y règne une disparité marquée entre les classes supérieures et inférieures, à la fois dans les moyens d'existence et dans les droits et les privilèges de l'autorité institutionnelle. » [TJ, 137]

Sur le plan politique, les principes de Rawls conduisent selon lui à la justification de la « démocratie constitutionnelle » [TJ, 231]. Ce point ne fait pas débat. Par contre, le type d'institutions socio-économiques qu'il défend est largement ignoré...

Quelles institutions économiques pour une société juste?

Le penseur "libéral" qu'est Rawls ne s'oppose pas au socialisme. Il considère que le système économique socialiste est compatible avec les principes de justice qu'il énonce. Dans la Théorie de la justice, la position de Rawls est une position d'indétermination. Il déclare ainsi qu'entre un "régime de propriété privée" et le "socialisme" : « On ne peut pas, je crois, déterminer par avance lequel de ces deux systèmes et des nombreux types intermédiaires répond le mieux aux exigences de la justice. […] Il appartient alors au jugement politique, dans un cas donné, de dire quelle variante a le plus de chances de donner les meilleurs résultats dans la pratique. » [TJ, 314]

Bien entendu, tout système de propriété privée et tout système socialiste ne sont pas également acceptables. Il décrit très précisément dans « Justice as Fairness » quels sont les systèmes socioéconomiques acceptables et les autres. Trois systèmes doivent être rejetés : le laissez faire, le capitalisme d'Etat providence, et le socialisme centralisé.

(a) Laissez-faire capitalism (the system of natural liberty) secures only formal equality and rejects both the fair value of the equal political liberties and fair equality of opportunity. It aims for economic efficiency and growth constrained only by a rather low social minimum).

(b) Welfare-state capitalism also rejects the fair value of the political liberties, and while it has some concern for equality of opportunity, the policies necessary to achieve that are not followed. It permits very large inequalities in the ownership of real property (productive assets and natural resources) so that the control of the economy and much of political life rests in few hands. And although, as the name "welfare-state capitalism" suggests, welfare provisions may be quite generous and guarantee a decent social minimum covering the basic needs, a principle of reciprocity to regulate economic and social inequalities is not recognized.

(c) State socialism with a command economy supervised by a one-party regime violates the equal basic rights and liberties, not to mention the fair value of these liberties. A command economy is one that is guided by a general economic plan adopted from the center and makes relatively little use of democratic procedures or of markets (except as rationing devices). [JF, 137-138]

Les deux systèmes acceptables sont soit une démocratie de propriétaire sous le régime de la propriété privée, soit un socialisme libéral sous un régime de propriété collective des moyens de production. Dans sa préface à l'édition française (1987), il expose clairement le principe d'une démocratie de propriétaire, et ce qui distingue un tel système d'un capitalisme d'Etat providence.

Un tel système [capitalisme d'Etat providence] peut comporter des inégalités de richesse importantes et transmissibles par héritage, qui sont incompatibles avec la juste valeur des libertés politiques, ainsi que de sérieuses disparités de revenus qui violent le principe différence.

Au contraire, dans une démocratie de propriétaires, le but est de réaliser une société qui soit un système équitable de coopération dans le temps entre des citoyens considérés comme des personnes libres et égales. Ainsi les institutions doivent, dès le début, remettre entre les mains des citoyens dans leur ensemble, et pas seulement d'une minorité, les moyens de production afin qu'ils puissent pleinement coopérer à la vie de la société. L'accent est mis sur la dispersion régulière dans le temps de la propriété du capital et des ressources grâce aux lois sur l'héritage et les donations, sur la juste égalité des chances que permettent les mesures en faveur de l'éducation de la formation, ainsi que sur les institutions qui protègent la juste valeur des libertés politiques. [TJ, 13]

Pour ce qui est du socialisme libéral, il s'agit d'un système alliant une importante propriété publique des moyens de production et une moindre utilisation des mécanismes marchands. Toutefois, le socialisme qu'il juge acceptable fait néanmoins une place significative au marché. En effet, l'un des avantages du système de marché est que « Les citoyens ont le libre choix de leur carrière de leur emploi » [TJ, 312]. De plus, « un système de marché décentralise l'exercice du pouvoir économique » [TJ, 313], l'Etat assurant une régulation économique qui peut tout à fait être keynésienne si nécessaire :

Se conformant à des décisions politiques arrêtées démocratiquement, le gouvernement dirige le climat économique en ajustant certains éléments qu'il contrôle, comme le montant total de l'investissement, le taux d'intérêt et la quantité de monnaie, etc.. Une planification globale et complète n'est donc pas nécessaire. Les ménages individuels et les entreprises sont libres de prendre leurs décisions indépendamment dans le cadre des conditions économiques générales. [TJ, 313]

Se pose enfin la question de la démocratie dans les entreprises (voir le Grain de Sable n°270, article de

Michel Lasserre, http://attac.org/attacinfo/attacinfo270.pdf). Et Rawls reconnaît là qu'il s'agit d'un problème majeur qu'il convient d'étudier précisément si l'on veut être sûr d'assurer que les institutions économiques sont réellement justes. La démocratie dans les entreprises est naturellement compatible avec le socialisme libéral, les employés élisant des représentants. Rawls privilégie d'ailleurs une version autogestionnaire lorsqu'il évoque le « socialisme libéral ». Il remarque par ailleurs que la démocratie dans les entreprises est possible dans le cas d'un régime de propriété privé (comme le montre l'exemple des Scop). Mais il précise qu'il faut de plus se demander s'il n'est pas nécessaire de favoriser les coopératives, ou de faire progresser la démocratie directement dans les entreprises capitalistes.
Conclusion

Ces réflexions de John Rawls rejoignent celles d'un certain nombre de socialistes qui ont développé des modèles de socialisme libéral : Vanek, Nove, Roemer. Et d'un certain nombre de libéraux anglo-saxons qui se sont rapprochés des thèses socialistes (comme James Meade ou Robert Dahl) en mettant l'accent sur l'égalité et la démocratie dans les entreprises.

Comme le dit le philosophe Will Kymlicka dans son ouvrage « Les théories de la justice » (1999), la radicalité des principes du libéralisme anglo-saxon a jusqu'à présent été négligée : la philosophie libérale anglo-saxonne pose les bases philosophiques des revendications radicales des mouvements de gauche.

Contact pour cet article. Lionel Page. lpage@noos.fr

La Dette est inique

Par Alain Saumon

Le droit peut être vu selon deux points de vue : celui de l'expression d'une philosophie " décidée " en fonction d'idées élaborées ponctuellement mais surtout sur le long terme, ses modes de réflexion sont alors liés aux aspirations sociétales ; celui de la compilation, ou plutôt de la technicité, c'est à dire engageant des procédures qui produisent de la jurisprudence qui produit à son tour de la technicité qui engage de nouvelles procédures, etc. Théoriquement les deux points de vue cohabitent et s'épaulent. Théoriquement. Le monde de la finance et des affaires essaie de nous cantonner exclusivement dans l'aire du technique. Avec ses armées de juristes grassement rémunérés il veut mener la danse.

Mais le champ premier du droit c'est la philosophie. Les questions " pourquoi du droit ? " et " le droit comment ? " viennent après la question " le droit pour qui ? " A cette dernière question les juristes répondent quasi unanimement " ça dépend ". Bel aveu que la justice n'est pas la même pour tous. Si vous êtes riches et puissants vous mettez dieu de votre côté, si vous êtes indigent c'est que vous n'êtes pas béni par leur dieu et ne pas être béni par leur dieu c'est être ravalé au rang d'animal. Les femmes non plus n'avaient pas d'âme au moyen âge.

En droit international qui est le sujet du droit ? En droit interne d'un pays, on décide, a une majorité d'individus que les voleurs de pommes, par exemple, doivent être mis en prison. Les voleurs de pommes ne sont pas d'accord mais ils sont contraints quand même. En droit international les plus grands juristes ne sont pas encore arrivé à trouver une formule qui contraigne tout le monde : le sujet est-il l'Etat, la Nation, l'Institution, l'Entreprise, etc ? " ça dépend ". Monique Chemillier Gendreau en parle comme d'une chose que nous aurions du mal à décider. Il y a toujours contradiction entre le droit des Etats à disposer d'eux mêmes et les contraintes très limitées du Droit International. Il semble que ça en arrange certains, on remarque les financiers et les entreprises savent tirer les marrons du feu.

Le mouvement social, s'il doit utiliser les instruments techniques du droit existant, ne doit pas se refuser à participer à la relation philosophique qui nourrit le droit à son origine : aller au-delà de la compilation pour revenir aux sources du droit. Dans le domaine spécifique du droit les grands spécialiste le font. " La coutume fonde le droit " : tout ne passe pas forcément par les fourches caudines d'une quelconque théologie, fut-ce l'économisme, fut-ce le droit ; la diversité et la richesse du monde nous l'enseignent tous les jours, le mouvement social est donc fondé à fonder la coutume lui aussi.

En économie, l'économétrisme est devenu galopant et omniprésent. En droit, le droit des affaires est omniprésent et omnipotent. Il s'agit d'aller vite (et se presser lentement comme disait Boileau car le droit est un travail de long terme) si nous voulons produire du droit. Les accords bilatéraux sur l'investissements (ABI) montrent l'urgence qu'il y a agir. Jean Claude Deroubet dit qu'après le rejet de l'accord multilatéral sur les investissements (AMI) la prolifération d'accords bilatéraux (actuellement environ 2000 de par le monde) permet d'ores et déjà de dégager des règles générales. Ce qui revient à dire qu' " il y a création en cours d'un droit coutumier ". En d'autres termes, l'AMI et son cousin et successeur AGCS ne seront bientôt même plus nécessaires.

La dette du Tiers Monde est inique mais il n'existe pas en droit international de corps juridique unique, codifié, concernant la dette publique des Etats, en général, et la dette extérieure, en particulier. Le travail repose donc entièrement sur la base de cas reconnus dans la pratique des Etats, de droits déjà énoncés (droits économiques sociaux et culturels, droit du développement,…) et de la jurisprudence nationale et internationale.

La doctrine de la dette odieuse, élaborée par Sach au début du 20ème siècle, peut faire jurisprudence. Elle s'appuie particulièrement sur deux cas : Costa Rica versus Banque Royale du Canada (la banque voulait le

remboursement d'une dette contractée a son profit par le Dictateur Tinoco qui n'était plus au pouvoir lors du procès) et Cuba versus couronne d'Espagne (en 1898 les États-Unis donnent un coup de main à Cuba pour annuler leur dette). L'ancienneté de cette doctrine n'enlève rien à sa pertinence. Son utilisation par Jubilée Afrique du Sud pour attaquer vingt-et-une entreprises et banques qui ont aidé le régime de l'apartheid en toute connaissance de cause alors qu'une résolution de l'ONU demandait, dès 1975, le boycott du pays pour violation flagrante des droits humains, est justifiée et remettra en vigueur, on l'espère, un peu de bon sens et d'intelligence dans le droit. La pratique du Droit International envisage dans certaines conditions que sera considérée l'éventualité d'une nullité de la dette dans deux cas, la nature du régime et la finalité du contrat. Il s'agit de dettes contractées par des gouvernements usurpateurs ou des dictatures dont la représentativité est mise en question ou dont les actes ne sont pas considérés comme juridiquement valables en droit international. Dans le cas de crimes contre l'humanité, la difficulté réside dans l'analyse du degré de responsabilité des individus, même si leur participation directe aux crimes n'est pas avérée mais pourvu qu'ils sachent la nature du régime et les crimes commis.

S'il ne fait aucun doute que la place des droits économiques, sociaux et culturels dans le droit international relatif aux droits humains doit être pour nous un autre outil privilégié, ces droits posent des problèmes d'interprétation. Si en théorie il y a indivisibilité et interdépendance entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels, en pratique, dans les systèmes onusien et européen, les deux conventions sont distinctes. La protection de certains droits économiques et sociaux peut cependant être obtenue à travers des traités relatifs aux droits civils et politiques, notamment dans le cadre de la convention européenne des droits humains.

La responsabilité des institutions financières internationales (IFI) sera également invoquée et utilisée. Les IFI, en tant qu'institutions spécialisées reliées à l'ONU sont soumises au droit international coutumier et sont supposées adhérer aux principes de droit de la personne et n'ont pas de disposition d'immunité. Des actions d'Etats ou d'individus ne sont pas exclues notamment par la mise en cause internationale des pratiques de " bonne gouvernance " dans la mise en place des programmes d'ajustement structurel ou encore de manque de vigilance quand des prêts destinés à des opérations de développement sont détournés comme par exemple au Rwanda pour acheter des armes (machettesŠ) en 1994. Démontrer l' " intentionnalité " de ces institutions et des multinationales ou de leurs responsables ne sera pas chose facile : l'argument soutenu par les IFI, que les violations des droits économiques sociaux et culturels constatés ne sont que des étapes nécessaires au développement, s'il est irrecevable pour nous, a encore de beaux jours devant lui. Pourtant le cas Ogonis versus Shell (des responsables de cette multinationale pétrolière sont impliqués dans des massacres au Nigeria) ouvrent des fenêtres que nous nous appliquerons à tenir ouverte pour aider à mettre au jour les responsabilités de responsables des IFI (Simone Dante en Argentine).

La responsabilité des gouvernements devant leur population est aussi un instrument du droit dont nous devrons faire usage. Hugo Diaz nous précise seulement qu'il faut être vigilant car la convention de Vienne de 1986 qui en donne les contours contient des articles ambigus, notamment l'article 27, qui contrent la violation manifeste du droit interne.

Il existe une doctrine qui étend l'application du droit international aux personnes physiques et morales (multinationales, banques, etc) à condition que le développement de ce droit s'oriente vers la responsabilité civile. Certains prétendent cependant qu'au contraire nous sommes dans une période de recul à cause du laisser faire dû au processus de la mondialisation néo-libérale qui conserverait l'avantage dans le rapport de force même si les mouvements citoyens s'amplifient. La responsabilité civile c'est aussi nous et le rapport de force sera à notre avantage si nous le portons sur le terrain de l'équité et des civilisations.

Contact pour cet article. Alain Saumon. alain.saumon@wanadoo.fr

Nestlé pris la main dans le sac !

Par Grano de Arena
Traduction. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

La police colombienne découvre que Nestlé procède au re-étiquetage de 200 tonnes de lait périmé.

Nous reproduisons ci-après les déclarations de Angel Maria Caballero, président de l'Association Nationale pour la Sauvegarde de l'Agriculture qui dénonce les activités illicites de la multinationale Nestlé qui envoie du lait d'Uruguay et modifie l'étiquetage pour en cacher l'origine et la date de péremption.

Ces déclarations sont d'autant plus d'actualité que le journal El Tiempo du samedi 7 décembre, fait remarquer qu'aux 200 tonnes de lait saisies la semaine dernière, s'ajoutent 120 autres tonnes, saisies alors qu'elles étaient en processus de re-étiquetage pour simuler avoir été produites à l'intérieur du pays et pour cacher qu'il s'agissait de lait périmé non apte à la consommation humaine. Ces faits révèlent la corruption des multinationales qui jouent avec la santé humaine dans le seul but de réaliser de grands bénéfices.

Après avoir été informé de la saisie de lait en poudre sur la commune de la Tebaida dans le Quindío par le DAS (Département Administratif de Sécurité, ndlt), le

mouvement pour la Sauvegarde de l'Agriculture de Colombie a vigoureusement questionné ces pratiques anti-commerciales qui affectent la santé des colombiens, tout en sacrifiant le secteur concerné et la production nationale.

Observations. Concernant ce cas, il faudra effectuer une analyse de la quantité, la qualité, l'origine et l'impact sur le marché national, puisque les méthodes d'importation des multinationales du lait comme Nestlé, sont semble-t-il d'acheter à bas prix dans d'autres pays des produits de qualité douteuse. Cependant au moment de les vendre dans le pays, les prix ne sont jamais réduits. "La quantité de lait que Nestlé a importé des marchés d'Uruguay et d'Argentine a été de 4 886 tonnes de lait en poudre, ce qui équivaut à 37 622 200 litres de lait frais. Or, la moyenne de la consommation nationale par personne est de 130 litres par an dans le pays, c'est à dire que si nous effectuons la division nous trouvons qu'avec cette quantité on pourrait alimenter au moins 284 615 personnes pendant un an, c'est à dire la population d'une ville moyenne du pays" a expliqué Angel Maria Caballero, qui a manifesté son indignation face à ces actions qui constituent l'abandon du soutien au secteur national laitier. D'autre part, le Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie Alimentaire, Sinaltrainal, a dénoncé le fait que Nestlé ait renoncé à acheter près de 116 millions de litres de lait frais qui auraient pu en grande part, générer des revenus pour le secteur national. En revanche, cette compagnie, a importé ce produit en poudre, en provenance d'Europe. "Le seul fait de cesser de produire du lait dans le pays pour l'acheter à l'extérieur est un acte scandaleux, et plus encore si l'on considère que les 116 millions qui ont été écartés du marché auraient pu ravitailler 892 000 personnes en un an c'est à dire une population égale ou supérieure à deux fois Ibagué." "Cependant, le plus terrible est l'impact pour les producteurs, puisque ce chiffre divisé par les 450 000 producteurs de lait donne comme résultat que l'on a renoncé à acheter 257 litres aux producteurs nationaux" a indiqué Caballero.

Sans qualité. La dénonciation du cas de La Tebaida a des connotations particulières car outre qu'elle émane de la Présidence de la République, à travers un communiqué du DAS, elle indique que les multinationales ont pour objectif de se remplir les poches peu importe à quel prix. Dans ce cas, le lait provient de l'entreprise Conaprole et est d'origine uruguayenne, les étiquettes arrivaient à échéance le 31 Août 2001 et le 20 février 2002. L'affaire consistait à changer la date de péremption et à vendre le produit. Une nouvelle analyse de la question montre que les 8 904 paquets saisis sont l'équivalent de 200 tonnes de lait, on n'a pu pour le moment savoir où se trouvent le reste des 4 600 tonnes importées du sud du continent. "Ce qui est déplorable dans ce cas c'est que le lait est entré par Buenaventura , en théorie légalement et avec un permis, sans être contrôlé par l'Invima, et le pire c'est que ce produit qui est périmé, est consommé par le peuple colombien violant ainsi toutes les règles de salubrité et d'hygiène par des accords à caractère commercial". Ceci affecte la santé des colombiens et cela affecte également l'économie agraire, car à partir 1996, les entreprises colombiennes ont été peu à peu absorbées par le capital étranger, c'est ainsi que Neslé a acheté Cicolac, Parmalat Proleche et Danone Noel. Ma question porte sur l'efficacité des contrôles pendant tout ce temps. "Cette situation a également causé du tort à la production nationale car le pays produit 5 100 millions de litres de lait par an, ce qui équivaut à 4 milliards de pesos, c'est à dire deux fois les recettes de l'Etat pour la première période de la réforme fiscale. Cette quantité, divisée par la consommation par habitant, suffirait à alimenter 39 millions de personnes, c'est à dire que nous sommes autosuffisants en lait, et cependant, nous avons abandonné le marché à des multinationales qui empochent les bénéfices nets du pays", a soutenu le Président de Sauvegarde de l'Agriculture. A cette nouvelle situation, et au comportement anti-éthique des multinationales, s'ajoute la réalité du producteur de base qui, se détournant d'autres cultures en est venu à considérer la production laitière comme un moyen de subsistance. Il est clair que les agriculteurs qui ont cessé de semer du sorgho et du mais se sont réfugiés dans une autre production qui est aux mains des multinationales.

Scénario pour le futur. Cette situation accentue l'appauvrissement de la campagne colombienne et diminue la qualité de la vie puisque les produits importés n'offrent pas semble-t-il les bénéfices annoncés dans les programmes publicitaires, de plus on a pu voir qu'ils font l'objet de manœuvres troubles et inacceptables, dans lesquelles sont très probablement impliqués des ex-fonctionnaires des précédents gouvernements. "Si cela se produit maintenant que l'on parle de liberté des prix, je ne veux pas imaginer ce qui se passera lorsque l'ALCA entrera en fonctionnement."

Après avoir été informé de la saisie de lait en poudre sur la commune de la Tebaida du Quindio par le DAS, le mouvement pour la Sauvegarde de l'Agriculture de Colombie a sérieusement mis en question ces pratiques anti-commerciales qui affectent la santé des colombiens, tout en sacrifiant le secteur et la production nationale. D'autre part, Sauvegarde de l'Agriculture a exprimé son indignation face à l'augmentation des prix de l'ordre de 25 et 47 % que les multinationales pharmaceutiques telles que Aventis, Pasteur, et Biogen ont réalisé sur des vaccins de la rougeole et la rubéole. "Mais pire encore furent les sanctions de 230 millions de pesos infligées à ces entreprises, pour elles cela ne représente certainement pas une grande quantité d'argent. D'autre part, j'ai appris qu'au premier janvier le prix des facteurs de production pour les productions comme le riz, la pomme de terre et le coton, augmentera de 11%, sans compter le réajustement de 8% qui a été effectué dans le courant de cette année, tout ceci placera ces productions au bord de la faillite. Les effets de ces multinationales sur l'économie, pourraient être qualifiés de globalisation de la misère" a dit Caballero, qui a ajouté que l'entreprise Panamco de

Colombie, qui gère la marque Coca Cola a importé 16 000 tonnes de sucre en provenance du Brésil, tournant ainsi encore une fois le dos à la production nationale.

Grano de Arena 170
Contact pour cet article informativo@attac.org

Le décembre noir du Venezuela

Par La Jornada. Mexico
Traduction. Maryse Hakenholz. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles(*)

Après l'échec d'avril, décembre noir faisait partie du plan de paralysie du Venezuela.

Le nouveau coup des dirigeants du secteur pétrolier contre le gouvernement du Venezuela était prévu pour le mois de septembre de cette année, dans la ligne du coup d'état manqué du mois d'avril dernier, aussi les francs tireurs utilisés à cette occasion n'ont pas manqué, pas plus que la collaboration des moyens d'information aux mains des grands groupes du pouvoir économique.

Pourtant le plus étonnant c'est l'urgence avec laquelle les putschistes ont voulu en finir avec le gouvernement de Hugo Chavez, que le peuple a soutenu au moment du coup d'état d'avril, et alors que la Constitution Bolivarienne considère que "toutes les charges et les magistratures soumises à l'élection du peuple sont révocables" dès que les fonctionnaires ont accompli la moitié de leur mandat, ce qui signifie que Chavez peut être soumis à un référendum de révocation en août 2003.

Pour les analystes, parmi les urgences il y a la nécessité pour les Etats-Unis de resserrer le contrôle des réserves pétrolières dans la région face à la proximité de la guerre contre l'Irak, bien que Chavez, même après avoir appris le degré d'implication des Etats-Unis dans le coup d'état du 11 avril, ait réitéré ses promesses de respecter ses obligations. Le Venezuela vend un million de barils de pétrole par jour aux Etats-Unis, pays dans lequel il investit des millions en stations service et en raffineries.

La hâte de certains opposants est aussi à mettre en rapport avec l'impatience des mentors extérieurs du putschisme, qui pourraient arrêter de les financer, et avec l'entrée en vigueur, prévue pour janvier 2003, de la Loi sur les Hydrocarbures, qui pourra permettre au gouvernement d'agir sur les nominations des dirigeants aux Pétroles du Venezuela (PDVSA) ainsi que de la Loi sur la Terre, à laquelle s'opposent les grands propriétaires, très liés aux gouverneurs et aux maires d'opposition.

Décembre noir faisait partie du plan des chefs d'entreprise, d'après ce que nous ont déclaré des personnes proches du gouvernement, après le retentissant échec d'avril qui, bien qu'ayant provoqué des fractures au sein du complexe éventail de l'opposition, a désespéré les plus radicaux.

Parmi les plans du coup d'état du secteur pétrolier avancés par notre journal en septembre dernier, figurait le document numéro cinq de la Coordination Démocratique, qui soulignait le rôle important joué par la gérance de PDVSA pour mettre Chavez dos au mur en retardant le versement de l'argent au gouvernement. Cette entreprise - dans un contexte de corruption du pouvoir partagée par des groupes privés et politiques- ne verse qu'un peu plus de 20 % de ses revenus à l'Etat, le reste partant dans des coûts d'exploitation obscurs.

Tout comme dans les années 80.

Ainsi les urgences rendent plus dense l'ombre du putschisme, présente avant même que Hugo Chavez ne gagne les élections en 1998. D'abord il y a eu la conspiration pour empêcher son triomphe, et aujourd'hui on cherche à le renverser. La Coordination Démocratique où se rejoignent les groupes dirigeants des entreprises et la vieille classe politique du bipartisme vaincu a été créée à l'image des coalitions encouragées dans les années 80 par Washington au Nicaragua ou au Panama.

Formule déjà expérimentée au Chili, quand les groupes civils préparaient le coup d'état – à coups de concerts de casseroles- aux côtés d'Augusto Pinochet.

Au Venezuela, les dirigeants d'une centrale syndicale de travailleurs (CVT) suivent les grèves patronales. Combien d'entreprises au monde pourraient supporter la fermeture de leurs portes pendant si longtemps si elles ne bénéficiaient pas d'un appui économique d'envergure, et combien de travailleurs peuvent résister à l'obligation de suivre leur patron? Même si dans le cas du Venezuela il n'y a pas de militaires du type Pinochet, comme dans le cas du Chili, le gouvernement des Etats-Unis et ses alliés sont présents tandis que tous les moyens de communication de masse vénézueliens, mise à part une chaîne de télévision qui ne peut rivaliser sur le plan technologique, sont aux mains de l'opposition.

En septembre dernier, dans le reportage sur le Venezuela publié par La Jornada, se dessinaient déjà clairement les actions du nouveau mouvement putschiste et le septembre noir, qui finalement n'a pas eu lieu, était en préparation. A ce moment là, le Tribunal Suprême de Justice (TSJ) décida qu'il n'y avait pas eu de coup d'état le 11 avril, bien qu'un président ait été emprisonné par des militaires et que l'on ait décrété la cessation d'activité du Congrès ainsi que de toutes les institutions démocratiques.

Ces échecs ont renvoyé à la conspiration originelle du secteur pétrolier. Un rapport détaillé de chercheurs et analystes (dans l'hebdomadaire vénézuelien Proceso) citait les acteurs du coup d'état pétrolier, dont une des

premières actions, en avril, fut de suspendre la présence vénézuelienne à l'OPEP et les envois de pétrole à Cuba. Pour ces analystes, la conspiration de PDVSA s'est accélérée avec la nomination de l'ex militaire Guaicaipuro Lameda comme président de cette entreprise d'état en octobre 2001, et avec l'action d'acteurs politiques tel Luis Giusti, ex président de l'entreprise pétrolière d'état vénézuelienne et expert pétrolier, entre autres, auprès des Etats-Unis.

Toujours selon cette analyse, il existait déjà, en avril et en mai 2001, un plan dont l'objectif était de privatiser PDVSA et de conspirer pour renverser Chavez. Lameda, durant ses cinq mois de gestion, approcha le secteur militaire putschiste tandis que d'autres étaient chargés de faciliter les relations avec le secteur civil et les maires d'opposition (il faut rappeler que, au sein du système décentralisé en vigueur, chaque mairie contrôle sa police). Les organismes de renseignement gouvernementaux découvrirent les activités de Lameda, qui avait, entre autres, rencontré Luis Giusti à Washington, Henry Kissinger à New York, l'ex-président Carlos Andrés Pérez à Miami et, bien sûr, les représentants patronaux.

Avec l'éloignement de Lameda commença alors une autre étape, la conspiration ouverte: on manipula les employés intermédiaires au moyen de rumeurs de licenciements massifs et d'un contrôle de PDVSA tandis qu'on établissait les grandes lignes de la paralysie comme ultime étape du coup d'état, avec l'arrêt des raffineries, la fermeture des stations service, le débrayage dans les terminaux d'embarquement et même l'arrêt de la fourniture de kérosène pour les avions.

D'après les informations, les témoignages et les vidéos du coup d'état d'avril, il ressort que les morts sont nécessaires pour que l'action soit couronnée de succès. Et dans leurs accords avec Lameda les militaires putschistes avaient prévenu qu'ils ne pourraient convaincre d'autres militaires de les rejoindre, "à moins que Chavez n'ordonne la répression".

Encouragés par l'impunité, les mêmes militaires putschistes revinrent et s'installèrent sur la Place Francia de Altamira comme en territoire libéré, et incitèrent publiquement au coup d'état contre un gouvernement qui ne les avait même pas arrêtés. Malgré toute cette publicité, ils ne réussirent pas à entraîner d'autres militaires et il fallut donc organiser le coup d'état patronal et pétrolier actuel.

Les éléments de la conspiration actuelle ont été annoncés par le Groupe des Jeunes Révolutionnaires Bolivariens, qui fin novembre signalait que "l'opposition fasciste" avait préparé la répétition du "livret putschiste du 11 avril". Aujourd'hui comme alors, Carlos Ortega, dirigeant de la CTV, a été chargé d'appeler à manifester devant les installations de PDVSA à Chuau, qui, comme le rappelaient les Jeunes Bolivariens, sont des "zones de Sécurité de l'Etat".

"Tandis que la droite développait ses contacts externes, le groupe ultra Drapeau Rouge recherchait ceux qu'on appelle les chiens de la guerre (mercenaires)" ont-ils dénoncé. Ces mercenaires et les militaires de la Place Francia ont mobilisé des éléments paramilitaires "pour créer les conditions nécessaires de violence". Les Jeunes Bolivariens ont eu accès à un document secret envoyé par l'ambassadeur des Etats-Unis au Pentagone (SD-DIR-VE-01245-TS), qui donnait des informations sur l'état d'avancement du plan et montrait la nécessité d'avertir les citoyens étatsuniens non impliqués dans les actions prévues de rester éloignés du Venezuela. Comment l'ambassade des Etats-Unis pouvait-elle savoir quelles allaient être les zones de violence? se demande le groupe de Bolivariens.

"Faciliter l'appui de systèmes, équipements, matériel, ressources humaines, qui garantissent les actions des moyens de communication et les communications entre nos forces (d'opposition), neutraliser les systèmes de communication du gouvernement et la capacité de mobilisation du peuple, faire pression sur le TSJ (Tribunal Supremo de Justicia) et autres institutions d'état pour qu'elles prennent des décisions allant à l'encontre du gouvernement. Utiliser toutes nos ressources humaines dans l'industrie pétrolière pour en assurer la paralysie totale ou au moins à 70%, mobiliser des véhicules, réaliser barrages et blocus pour empêcher le ravitaillement en carburant et en nourriture, afin de provoquer le chaos et de déstabiliser la population", voilà ce qu'établit le document.

Il précise également : "Les dirigeants vénézueliens qui nous appuient doivent faire en sorte que leur famille quitte le pays, ou au moins Caracas, au plus tard le dimanche 1 décembre au matin (…) Il est fondamental d'essayer au moins d'empêcher les forces armées de sortir de leur casernes. Pour cela il faut utiliser la situation actuelle de militarisation pour provoquer, médiatiquement et par des actions violentes, le discrédit de ces éléments."

Accusation contre l'Eglise

Le document révèle que certains secteurs de l'Eglise préparaient les gens pour qu ils rédigent, dès les 2 et 3 décembre, des déclarations contre le gouvernement, l'accusant de violence envers la société civile, "car le gouvernement a provoqué des morts". Comment savaient-ils alors qu'il allait y avoir des morts? se demandent les Jeunes Bolivariens.

Une autre partie du plan est "utiliser tout les pouvoir des medias et obtenir une déclaration internationale condamnant le Venezuela. Certains secteurs du Vatican ont donné leur appui sans restriction et l'Opus Dei (organisation catholique ultraconservatrice) est à l'œuvre. Certaines multinationales comme, entre

autres, Mc Donald's, General Motors, Coca-Cola soutiendront la paralysie".

Voici les éléments les plus importants du plan révélé par le groupe des Jeunes Bolivariens. Ces derniers attirent également l'attention sur les événements de vendredi sur la Place Francia. Les opposants ont présenté la photo de l'un des présumés agresseurs aux côtés du maire pro-Chavez de Caracas Fredy Bernal. On avait donc préparé cette photo à l'avance. Mais un des détenus a alors avoué qu'il avait été recruté par des proches des militaires dissidents de la Place Francia. Ce qui est certain c'est que le Venezuela traverse une étape des plus critiques et, si la course au coup d'état ne s'arrête pas, cela pourrait se terminer dans un bain de sang car les Vénézuéliens les plus humbles, qui appuient Chavez, ne sont peut-être pas disposés à ce que l'on aille à l'encontre de leur volonté.

La Jornada - México
http://www.jornada.unam.mx/index.html

Grano de Arena 170
Contact pour cet article echla@attac.org Coordination d'information Amérique latine.

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.